

Au Journal officiel du 25 au 31 mars 2017

Au Journal officiel du 25 au 31 mars 2017

03/04/2017

Au Journal officiel du 25 au 31 mars 2017

La Rédaction législation de LexisNexis vous propose une sélection des textes les plus importants parus au Journal officiel.

Au JO du 25 mars 2017 :

- Décret n° 2017-389 du 23 mars 2017 relatif aux conditions d'entrée et de sortie du territoire national des tissus, leurs dérivés, des cellules issus du corps humain et des préparations de thérapie cellulaire – *Modification du Code de la santé publique ;*
- Décret n° 2017-390 du 23 mars 2017 relatif au financement des services d'aide médicale urgente (SAMU) et des structures mobiles d'urgence et de réanimation (SMUR) – *Modification du Code de la sécurité sociale ;*
- Décret n° 2017-391 du 23 mars 2017 relatif aux services de soutien et *modifiant le Code de la défense ;*
- Arrêté du 7 mars 2017 relatif à l'accès aux professions d'administrateur judiciaire et de mandataire judiciaire – *Modification du Code de commerce ;*
- Arrêté du 22 mars 2017 *modifiant l'arrêté du 3 mai 2007* relatif aux caractéristiques thermiques et à la performance énergétique des bâtiments existants – *Entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2018 ;*

Et arrêté du 22 mars 2017 *modifiant l'arrêté du 15 septembre 2006* relatif au diagnostic de performance énergétique pour les bâtiments existants proposés à la vente en France métropolitaine – *Entrée en vigueur le 1^{er} avril 2017 ;*

- Arrêté du 23 mars 2017 fixant la liste des aéroports et groupements d'aéroports et le tarif de la taxe d'aéroport applicable sur chacun d'entre eux ainsi que le tarif de la majoration de la taxe d'aéroport – *Entrée en vigueur le 1^{er} avril 2017 – Abrogation de l'arrêté du 10 mars 2016.*

Au JO du 26 mars 2017 :

- Décret n° 2017-392 du 24 mars 2017 *modifiant le décret n° 2013-333 du 22 avril 2013* portant création du Commissariat général à la stratégie et à la prospective ;
- Décret n° 2017-396 du 24 mars 2017 portant diverses dispositions relatives à la Cour de cassation – *Les articles 4 et 5 du présent texte entrent en vigueur le 15 mai 2017 - Modification du Code de procédure civile, du Code de l'organisation judiciaire et du décret n° 94-1266 du 19 décembre 1994 ;*

-
- Décret n° 2017-395 du 24 mars 2017 relatif aux pays européens de comparaison pour la fixation du prix des produits de santé remboursables par l'assurance maladie – *Modification du Code de la sécurité sociale* ;
 - Arrêté du 22 mars 2017 modifiant l'arrêté du 3 décembre 2013 relatif aux conditions de fonctionnement du site internet public unique mentionné à l'article R. 1453-4 du Code de la santé publique.

Au JO du 28 mars 2017 :

- Loi n° 2017-399 du 27 mars 2017 relative au devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre – *Modification du Code de commerce*.

Au JO du 29 mars 2017 :

- Décret n° 2017-407 du 27 mars 2017 modifiant le décret n° 2003-1073 du 14 novembre 2003 relatif aux conditions de délivrance de l'autorisation de faire usage professionnel du titre de psychologue ;
- Décret n° 2017-412 du 27 mars 2017 relatif à l'utilisation du numéro d'inscription au répertoire national d'identification des personnes physiques comme identifiant national de santé – *Modification du Code de la santé publique – Voir également la délibération de la CNIL n° 2017-014 du 19 janvier 2017* ;
- Décret n° 2017-414 du 27 mars 2017 relatif aux sanctions administratives applicables en matière de biologie médicale – *Modification du Code de la santé publique* ;
- Décret n° 2017-415 du 27 mars 2017 relatif aux modalités d'information de la commission des usagers sur les événements indésirables graves associés aux soins – *Modification du Code de la santé publique* ;
- Décret n° 2017-416 du 27 mars 2017 relatif au plafonnement du cumul d'une activité rémunérée et d'une pension de retraite – *Entrée en vigueur le 1^{er} avril 2017*.

Au JO du 30 mars 2017 :

- Décret n° 2017-422 du 28 mars 2017 portant notamment modification du décret n° 84-810 du 30 août 1984 relatif à la sauvegarde de la vie humaine en mer, à la prévention de la pollution, à la sûreté et à la certification sociale des navires – *Modification du Code des transports, du Code de la sécurité intérieure et du décret n° 84-810, 30 août 1984* ;
- Décret n° 2017-423 du 28 mars 2017 portant application de la loi pour l'économie bleue et modifiant le Code des transports – *Modification du Code des transports et de plusieurs textes non codifiés* ;
- Décret n° 2017-424 du 28 mars 2017 relatif aux compétences du Conseil d'État ;
- Décret n° 2017-428 du 28 mars 2017 relatif à la confidentialité des correspondances électroniques privées – *Modification du Code des postes et des communications électroniques*

– Voir également l'avis n° 2016-1597 de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes du 6 décembre 2016 ;

- Décret n° 2017-429 du 28 mars 2017 pris pour l'application des articles 495-25 et 706-111-1 du Code de procédure pénale – *L'article 1^{er} du présent décret entre en vigueur le premier jour du mois suivant la publication au Journal officiel de l'arrêté prévu par l'article D. 45-21 du Code de procédure pénale créé par ce même article 1^{er} - Modification du Code de procédure pénale ;*
- Décret n° 2017-430 du 29 mars 2017 portant diverses dispositions relatives à l'allocation pour demandeur d'asile – *Entrée en vigueur le 1^{er} avril 2017 - Modification du Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ;*
- Décret n° 2017-431 du 28 mars 2017 relatif au registre public d'accessibilité et modifiant diverses dispositions relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public – *Modification du Code de la construction et de l'habitation ;*
- Décret n° 2017-435 du 28 mars 2017 relatif à la cessation anticipée d'activité des agents de la fonction publique reconnus atteints d'une maladie professionnelle provoquée par l'amiante ;
- Arrêté du 22 mars 2017 fixant les modalités de numérisation des factures papier en application de l'article L. 102 B du Livre des procédures fiscales – *Modification du Livre des procédures fiscales ;*
- Arrêté du 22 mars 2017 modifiant l'arrêté du 30 mars 2009 relatif aux conditions d'application de dispositions concernant les avances remboursables sans intérêts destinées au financement de travaux de rénovation afin d'améliorer la performance énergétique des logements anciens ;

Et Arrêté du 22 mars 2017 modifiant l'arrêté du 25 mai 2011 relatif à l'application en outre-mer de dispositions concernant les avances remboursables sans intérêts destinées au financement de travaux de rénovation afin d'améliorer la performance énergétique des logements anciens ;

- Arrêté du 22 mars 2017 modifiant l'arrêté du 24 septembre 2015 relatif au taux d'intérêt des fonds de tiers versés par les administrateurs et mandataires judiciaires sur les comptes ouverts à la Caisse des dépôts et consignations.

Au JO du 31 mars 2017 :

- Décret n° 2017-437 du 29 mars 2017 relatif à la valorisation des effacements de consommation d'électricité conduisant à des économies d'énergie significatives – *Modification du Code de l'énergie - Voir également la délibération de la Commission de régulation de l'énergie du 14 septembre 2016 ;*
- Décret n° 2017-438 du 29 mars 2017 relatif aux enquêtes administratives en matière de sûreté portuaire – *Modification du Code des transports et du Code de la sécurité intérieure ;*
- Décret n° 2017-439 du 30 mars 2017 relatif à la sécurité des circulations ferroviaires sur certaines voies ferrées locales supportant du transport de marchandises – *Entrée en vigueur le*

1^{er} avril 2017 ;

- Décret n° 2017-440 du 30 mars 2017 relatif à la sécurité des transports publics guidés – *Entrée en vigueur le 1^{er} avril 2017 - Modification du Code des transports, du Code du tourisme, du Code de l'urbanisme et de plusieurs textes non codifiés ;*
- Décret n° 2017-447 du 30 mars 2017 relevant le plafond des ressources prises en compte pour l'attribution de la protection complémentaire en matière de santé – *Entrée en vigueur le 1^{er} avril 2017 – Modification du Code de la sécurité sociale ;*
- Décret n° 2017-449 du 29 mars 2017 portant transposition de la directive 2013/55/UE modifiant la directive 2005/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles aux opérateurs de ventes volontaires – *Modification du Code de commerce ;*
- Décret n° 2017-450 du 29 mars 2017 relatif aux procédures de changement de prénom et de modification de la mention du sexe à l'état civil – *Modification du Code de procédure civile et du décret n° 74-449 du 15 mai 1974 ;*
- Décret n° 2017-451 du 30 mars 2017 portant dispositions statutaires concernant les magistrats des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel – *Modification du Code de justice administrative et du décret n° 2004-675 du 5 juillet 2004 ;*
- Décret n° 2017-456 du 29 mars 2017 relatif au patrimoine mondial, aux monuments historiques et aux sites patrimoniaux remarquables – *Modification de plusieurs codes et abrogation du décret n° 2003-447 du 19 mai 2003 ;*
- Arrêté du 20 mars 2017 précisant les modalités de contestations dématérialisées des contraventions constatées par des appareils électroniques sécurisés permettant la réalisation d'un procès-verbal dématérialisé – *Entrée en vigueur le 1^{er} avril 2017 – Modification du Code de procédure pénale ;*
- Arrêté du 30 mars 2017 modifiant l'arrêté du 23 mai 2003 relatif aux dossiers de sécurité des systèmes de transport public guidés urbains – *Modification/abrogation de plusieurs textes non codifiés ;*

Et arrêté du 30 mars 2017 modifiant l'arrêté du 8 décembre 2003 relatif au contenu des dossiers de sécurité des systèmes de transport public guidés à vocation touristique ou historique ;

- Arrêté du 30 mars 2017 relatif à la sécurité des circulations ferroviaires sur certaines voies ferrées locales supportant du transport de marchandises – *Entrée en vigueur le 1^{er} avril 2017.*

La Rédaction Législation